



FAVORISER LA COOPÉRATION EN MATIÈRE D'EAUX TRANSFRONTALIÈRES

Réussites du Programme Global Eau



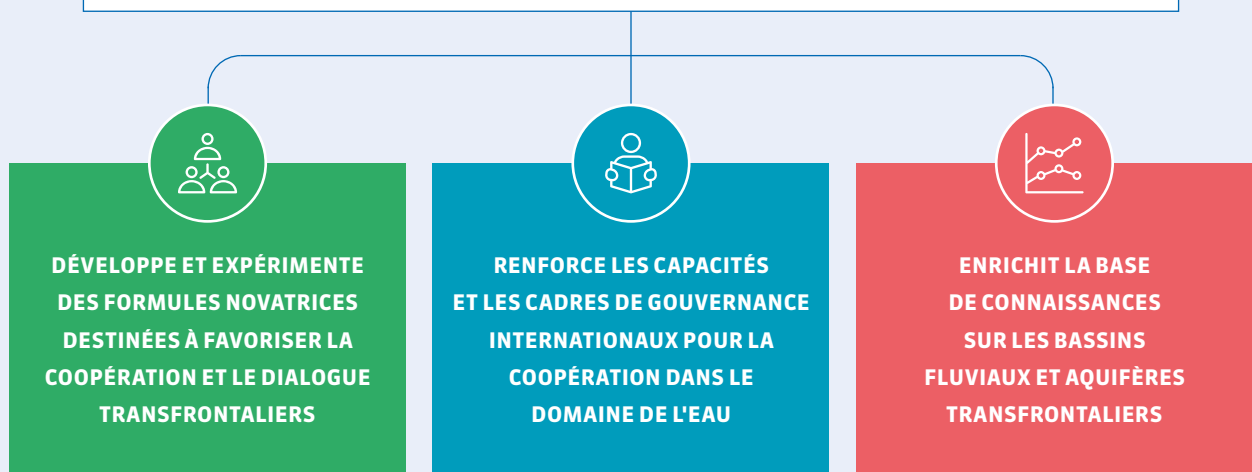
Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC

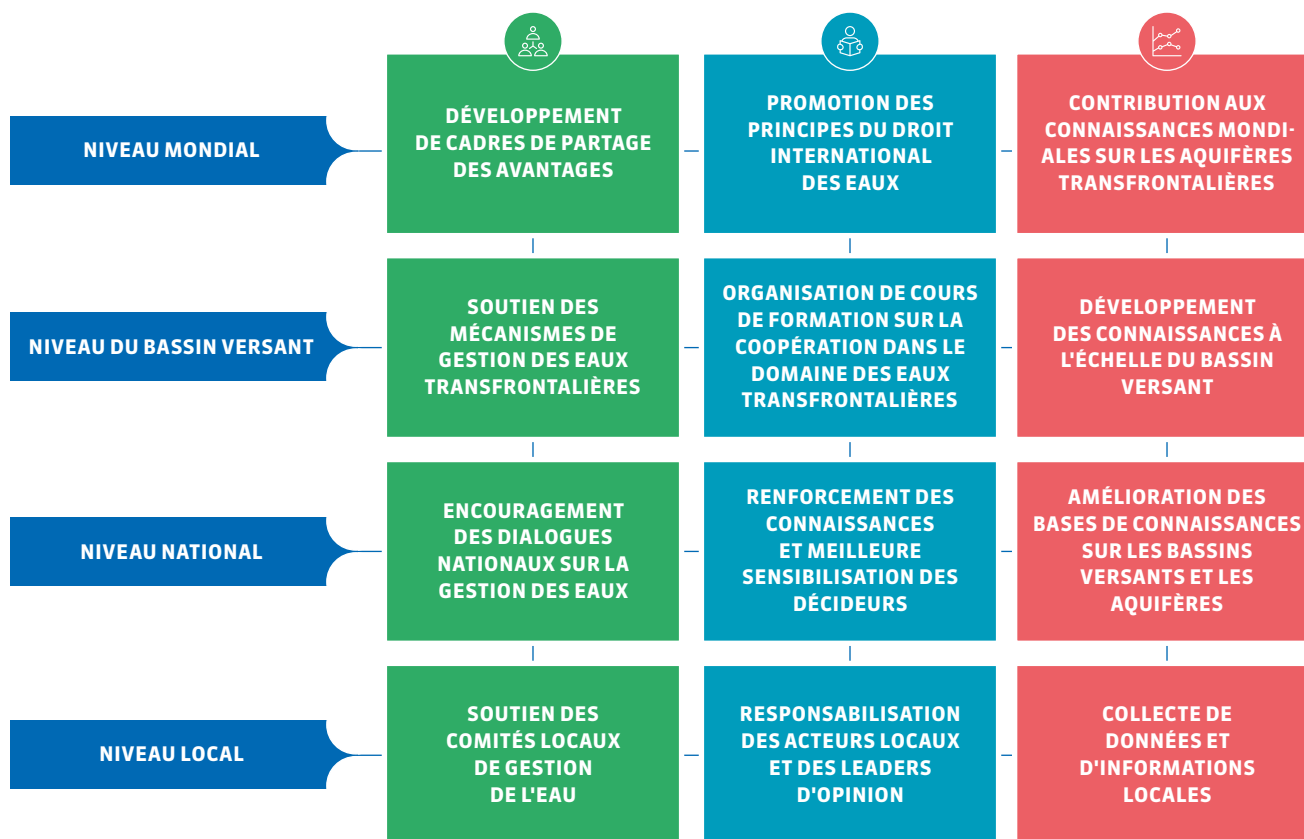
DIPLOMATIE DE L'EAU ET GOUVERNANCE DANS DES ZONES TRANSFRONTALIÈRES À RISQUES

Le partage de ressources en eau peut conduire à des conflits entre les utilisateurs qui dépendent de cette eau. Et lorsque des cours d'eau, des lacs et des aquifères traversent des frontières nationales, ils peuvent donner lieu à des conflits susceptibles de menacer la sécurité nationale et internationale. Les pays qui gèrent de concert les ressources en eau transfrontalières forment ainsi un maillon essentiel de la stabilité mondiale et régionale. Le programme «Diplomatie de l'eau et gouvernance dans les zones transfrontalières à risques», qui a été mis en place en 2011 par le programme global Eau (GPW), cherche à favoriser la coopération entre les pays et les populations qui partagent des ressources en eau. Avec le soutien du programme du GPW sur les zones transfrontalières à risques, quatre partenaires opérationnels mènent toute une gamme d'activités portant sur la coopération transfrontalière à différents niveaux dans plus de quinze bassins fluviaux et aquifères à travers le monde. En outre, le programme appuie des initiatives visant à renforcer les cadres et les capacités juridiques de coopération dans le domaine de l'eau au niveau mondial. Tous les partenaires opérationnels travaillent ensemble afin d'assurer une approche cohérente à tous les niveaux.

À TRAVERS SON PROGRAMME SUR LES ZONES TRANSFRONTALIÈRES À RISQUES, LE GPW :

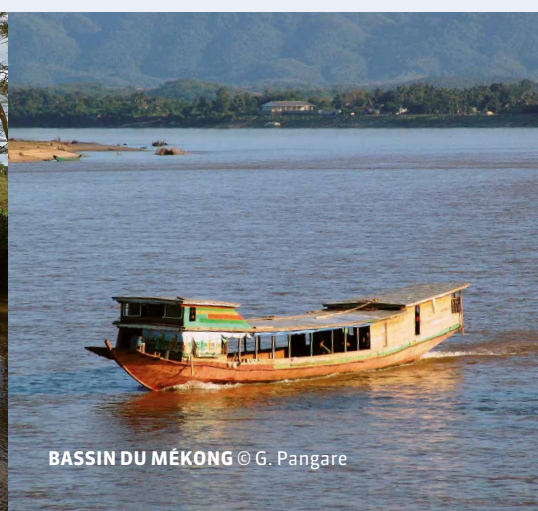
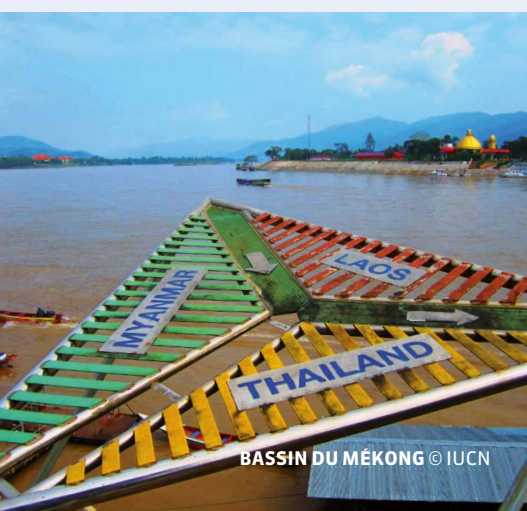


UNE APPROCHE MULTI-NIVEAUX DE LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE DANS LE DOMAINE DE L'EAU



ENSEIGNEMENTS TIRÉS

Il n'existe pas de solution toute faite : chaque bassin fluvial ou aquifère transfrontalier étant différent, la conception et la mise en oeuvre d'interventions réussies nécessitent l'adoption d'une approche spécifique.	La coopération technique – ayant par exemple pour objet de développer une base de connaissances communes – ne se traduit pas automatiquement par une coopération politique, mais doit être combinée avec des efforts visant à instaurer la confiance et à encourager le dialogue.
Les approches multi-niveaux donnent aux responsables la latitude nécessaire pour choisir les leviers les plus appropriés pour encourager la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau.	Le processus de collecte et d'interprétation des données et des informations doit être bien conçu afin de garantir que les connaissances ainsi produites soient acceptées et utilisées par les décideurs.



RÉALISATIONS MAJEURES ET RÉUSSITES



APPROCHES ET CONCEPTS NOVATEURS POUR ENCOURAGER LA COOPÉRATION ET LE DIALOGUE TRANSFRONTALIERS

À travers une approche multiniveaux novatrice, l'UICN a créé et renforcé des réseaux de personnes engagées, politiquement bien connectées, aux niveaux municipal et provincial, dans plus de dix bassins hydrographiques de par le monde. Ces réseaux d'acteurs en pointe sur la question plaident en faveur de la coopération dans le domaine de l'eau et contribuent à favoriser des processus politiques formels de haut niveau.

La Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontalières et des lacs internationaux (Convention sur l'eau) de l'UNECE a établi un cadre conceptuel pour identifier et évaluer les avantages économiques, environnementaux et politiques de la coopération qui peuvent constituer un puissant levier pour lancer et maintenir un dialogue transfrontalier.



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET DES CADRES DE GOUVERNANCE INTERNATIONAUX POUR LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'EAU

L'UICN et l'UNESCO ont renforcé les capacités de quelque 2000 participants grâce à plus de 90 cours de formation et autres activités éducatives sur des thèmes tels que les institutions de gestion des ressources en eau transfrontalières, le partage des avantages, les principes du droit international des eaux et la négociation d'accords transfrontalières.

Au niveau mondial, la Convention sur l'eau de l'UNECE a favorisé l'adoption des principes du droit international des eaux et fourni des orientations en matière de coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau. Plus de 110 pays ont participé aux activités menées au titre de la Convention.



UNE BASE DE CONNAISSANCES PLUS SOLIDE POUR FACILITER LE DIALOGUE ET LA PRISE DE DÉCISION EN CE QUI CONCERNE LES BASSINS VERSANTS ET LES AQUIFÈRES TRANSFRONTALIERS

L'UNESCO a collecté de nouvelles données sur les aquifères transfrontalières en Afrique australe, en Amérique centrale et en Asie centrale, qui constitueront une base importante pour le dialogue transfrontalier. Grâce à ces nouvelles données, la Commission trilatérale pour la région des trois frontières entre le Salvador, le Guatemala et le Honduras a engagé les autorités nationales à plaider en faveur d'une amélioration de la gestion du système aquifère de 600 km².

BASSIN DU GOASCORÁN (Amérique centrale)

LA MISE EN PLACE D'UN MODÈLE PARTICIPATIF FAVORISE LE DIALOGUE À PLUSIEURS NIVEAUX

L'UICN a organisé une série d'ateliers pour les représentants des collectivités locales, des municipalités et des ministères nationaux du Honduras et du Salvador, pays riverains du bassin du Goascorán. Les participants ont élaboré un modèle miniature de ce bassin d'une superficie de 2345 km². Ces ateliers et le modèle miniature du bassin versant ont sensibilisé les acteurs locaux aux questions transfrontalières et créé un climat de confiance entre eux. Ils ont également facilité, à plusieurs niveaux, un dialogue transfrontalier fondé sur des données factuelles afin de soutenir la coopération existant entre les deux pays.

BASSIN DU MÉKONG (Asie du Sud-Est)

LA FORMATION FAVORISE LA SENSIBILISATION AUX PRINCIPES DU DROIT INTERNATIONAL DES EAUX ET LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

À travers des formations organisées à la demande, l'UICN a aidé les autorités vietnamiennes à mettre en œuvre la Convention de l'ONU sur les cours d'eau, qui a fourni une base plus solide pour les négociations menées avec d'autres pays riverains. Les autorités cambodgiennes étaient sceptiques quant à la compatibilité de l'accord sur le bassin du Mékong avec ladite convention. Une étude de l'UICN et un séminaire national ont convaincu les principales parties prenantes que la convention renforce et complète l'accord sur le Mékong, par exemple en engageant juridiquement les riverains à publier les grands projets d'infrastructures, comme le barrage de Xayaburi prévu au Laos, d'une capacité de 1260 MW.

NIL BLEU, ÉTHIOPIE (Afrique de l'Est)

LES DONNÉES SUR LA SÉDIMENTATION ÉCLAIRENT LES POLITIQUES NATIONALES AYANT DES IMPLICATIONS TRANSFRONTALIÈRES

Le centre éthiopien de gestion de l'eau et des terres (Water and Land Resources Centre, WLRC) génère des données et fournit d'importantes informations librement accessibles sur le climat, les débits de l'eau, l'érosion des sols et la gestion des terres dans le bassin versant du Nil bleu, qui fournit au Nil 60 pour cent de son débit. Du fait de la construction sur le Nil bleu du barrage éthiopien Grande Renaissance, d'une capacité de 6000 MW, il est indispensable de prendre des mesures de contrôle de l'érosion et de gestion durable des terres dans le bassin versant du fleuve afin de réduire la sédimentation du réservoir. Les mesures de prévention proposées par le WLRC bénéficieront également au Soudan et à l'Égypte, qui doivent faire face à une sédimentation de leurs réservoirs ainsi que de leurs systèmes d'irrigation.

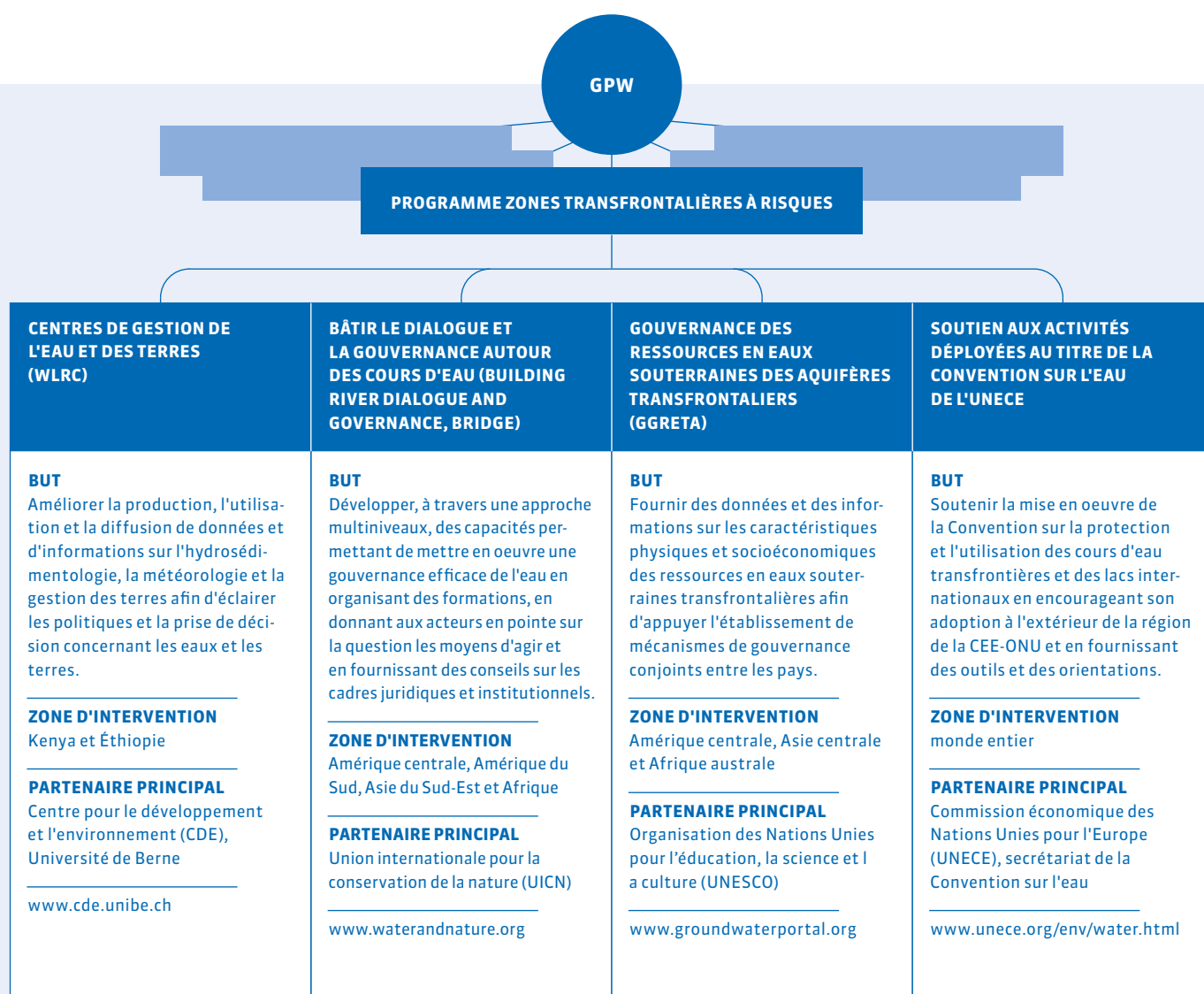
SYSTÈME AQUIFÈRE DE STAMPRIET (Afrique australe)

DES ÉVALUATIONS CONJOINTES JETTENT LES BASES D'UN MÉCANISME DE CONSULTATION MULTINATIONALE

En coopération avec l'UNESCO, la Namibie, le Botswana et l'Afrique du Sud ont évalué conjointement le système aquifère de Stampriet. D'une superficie de 87 000 km², il constitue la seule source d'eau potable dans cette région. Se fondant sur cette évaluation, les trois pays ont lancé des discussions en vue d'établir un mécanisme de consultation multinationale afin d'identifier les moyens de gérer conjointement cet aquifère, par exemple en mettant en place des mesures de surveillance des eaux souterraines et de prévention de la pollution. Ce mécanisme de consultation constituerait le premier exemple de coopération transfrontalière institutionnalisée en matière de gestion d'un aquifère en Afrique australe.

STRUCTURE DU PROGRAMME

Le Programme Global Eau (GPW) de la Direction du développement et de la coopération (DDC) cherche des solutions aux problèmes posés par la gestion de l'eau dans le monde. Il participe à des dialogues politiques internationaux et mène des projets qui influent sur les politiques régionales et internationales. Le programme «Diplomatie de l'eau et gouvernance dans les zones transfrontalières à risques» entend contribuer à une gestion et à une gouvernance équitables, durables et inclusives des lacs, des cours d'eau et des aquifères transfrontaliers. Depuis le lancement de ce programme en 2011, la DDC a consacré plus de 15 millions de francs suisses à la mise en oeuvre des activités innovantes qu'il prévoit, ce qui en fait l'une des plus importantes initiatives du GPW. Le programme comprend quatre projets synergiques consacrés à des bassins hydrographiques en Afrique, en Asie et en Amérique latine, ainsi qu'au niveau mondial, et qui sont menés en collaboration avec quatre partenaires opérationnels. La troisième phase du programme se poursuivra jusqu'en 2018.



DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (DFAE)
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA COOPÉRATION (DDC)
PROGRAMME GLOBAL EAU (GPW)

Freiburgstrasse 130, 3003 Berne, Suisse
Téléphone : +41 58 462 3107
water@eda.admin.ch
www.sdc-water.ch

Texte: adelphi, Berlin
Design: Steffen Kalauch
Berne, juin 2016